



Groupe d'Économie Solidaire du Québec

Le défi politique de l'économie sociale et solidaire À l'heure de Rio+20, il faut changer de modèle



« Si l'on veut rompre avec le modèle d'austérité économique, il faut une alternative ». C'est par ces mots que le ministre de l'Économie sociale et solidaire de la France, Benoît Hamon, présente le choix du président François Hollande de soutenir l'économie sociale et solidaire. Dans une rencontre au Riocentro avec les représentants des diverses composantes continentales du RIPESS, le ministre s'est dit déçu que le texte final n'ait pas retenu la proposition de la France d'intégrer l'ÉSS à la déclaration finale. Au moment de cette rencontre, la version à soumettre aux chefs d'État réduisait l'économie sociale à un mécanisme de lutte contre la pauvreté, s'alignant ainsi sur le discours éculé du libéralisme, un discours que contredit manifestement l'émergence d'alternatives innovantes dans ce modèle économique au cours des quarante dernières années.

Le ministre considère que ce n'est pas une crise économique que nous traversons, mais une crise politique. Il estime que la mondialisation de l'économie et l'hégémonie du libéralisme font en sorte que les peuples n'ont plus d'espace pour choisir alors que le respect de l'environnement et l'équité sociale reposent sur des gouvernements plus démocratiques. Paul Singer, secrétaire national honoraire de l'Économie solidaire du Brésil, s'exprimait dans le même sens en conclusion du panel organisé par le Forum international des dirigeants de l'économie sociale – Rencontres du Mont-Blanc. Il s'est dit indigné de constater que l'Europe ait fait le choix politique de faire payer la crise par les classes populaires.



Au cours de la dernière année, le Groupe d'économie solidaire du Québec, en partenariat avec la Caisse d'économie solidaire Desjardins et les Rencontres du Mont-Blanc, travaille sur l'urgence de changer de modèle économique. Manifestement, la confusion entre croissance et développement, la prépondérance de l'économie virtuelle sur l'économie réelle et les inégalités sociales en termes d'accès à la richesse collective provoquent une crise sans précédent au plan de l'environnement (énergie et climat) et de l'alimentation. Les choix politiques pour aller vers les solutions doivent favoriser, selon la *Lettre aux chefs d'État* élaborée à Chamonix en octobre 2011, cinq chantiers :

- Démocratiser l'économie, favoriser sa territorialisation et réguler la finance;
- Promouvoir un mode de gouvernance partagée;
- Offrir de nouveaux choix sociaux;
- Mieux nourrir la planète;
- Réorienter la mondialisation pour l'humaniser.

Ce programme essentiellement politique repose sur la conviction que l'ÉSS apporte une contribution significative à un retour à l'économie réelle, à l'activité des personnes dans leur collectivité et à leur capacité de prendre en charge la réponse à leurs besoins. Elle a par ailleurs besoin que les États assument leur rôle de régulation afin de favoriser un alliage d'économie publique, d'économie privée et d'économie sociale et solidaire. Il n'y aura pas de modèle tout fait de



changement, il faudra le bâtir en donnant la priorité aux initiatives qui protègent les biens communs (eau, écosystèmes, climat, etc.), qui réduisent le prélèvement des ressources non renouvelables de façon à tenir compte des générations futures, qui privilégient la souveraineté alimentaire et l'accès pour tous à l'éducation et aux services de santé, en s'attaquant aux inégalités sociales dans chaque société et entre les pays. L'enjeu des inégalités Nord-Sud exige que l'on accorde une priorité au développement des pays du Sud puisqu'on les a obligés à se désinvestir de leur rôle social au nom de la réduction de la dette et que les mécanismes internationaux du commerce et de la finance font en sorte qu'ils ne reçoivent pas actuellement leur juste part de la richesse collective.

Cette approche politique de la crise présente un défi pour l'économie sociale et solidaire. Sa reconnaissance va passer bien sûr par des représentations auprès des États qui s'engagent à contribuer au changement du modèle économique, mais aussi – et peut-être surtout – par des luttes pour faire reconnaître des droits collectifs sur le plan socioéconomique. Il faut donc identifier les projets concrets à soutenir, les ressources requises pour leur permettre de contribuer au bien commun avant de procurer du profit personnel et les mécanismes assurant une prise aux populations sur leur propre développement. En pleine période où au Québec se multiplient les programmes publics et privés qui définissent ce que les collectivités locales doivent faire, il faut développer l'esprit critique et l'action autonome, la coopération conflictuelle plutôt que l'adhésion aux programmes.



Il faut surtout faire en sorte que ce défi politique apparaisse dans l'espace public, notamment à l'occasion des élections. Le défi politique en est donc un de court terme, mais il faut aussi l'inscrire sur un horizon de moyen et long terme, ce qui devrait nous inciter à remettre en valeur l'éducation populaire : à partir des réalités vécues, reconnaître quelles alternatives sont en mesure de constituer des projets structurants et soutenir les gens pour en faire des réalisations. Le ministre Hamon a précisé les intentions de la France dans ce domaine en annonçant la création d'une banque publique dédiée à l'investissement dans l'économie sociale et solidaire, la création et la reconnaissance professionnelle d'emplois dans le secteur associatif et l'établissement de partenariats avec les pays qui se sont donnée une politique de développement solidaire, notamment le Brésil et l'Équateur, afin de faire reconnaître l'ÉSS comme un secteur majeur à l'échelle internationale. Un programme politique inspirant.

Cela soulève un second défi politique, celui de coaliser les forces actuellement dispersées de l'ÉSS – ce qui représente déjà une difficulté – mais aussi les environmentalistes qui ne peuvent plus confiner les enjeux à la seule préservation de l'environnement, de même que les organismes de coopération internationale qui sont déjà pour la plupart engagés avec leurs partenaires du Sud dans des démarches d'ÉSS et qui voient actuellement leurs ressources fondre comme neige au soleil avec la mise en œuvre des politiques conservatrices par l'ACDI. Le GESQ fera notamment campagne pour la création d'une agence québécoise de développement international (AQDI) et le rapatriement de la part québécoise de l'enveloppe que le fédéral consacre à ce poste (environ 800 M\$).

René Lachapelle
2012-06-21